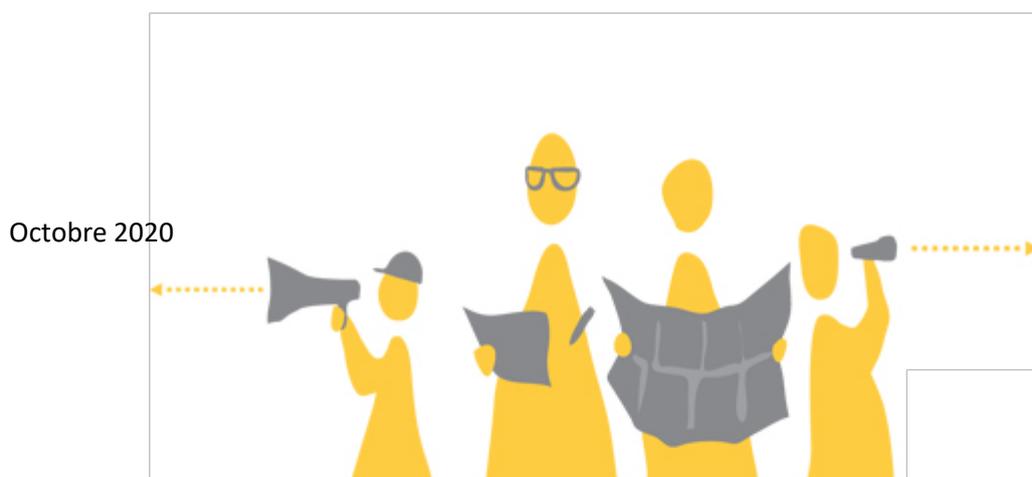




Enquête impact social Covid-19



Une publication du:

SPP Intégration sociale, Lutte contre la Pauvreté, Economie sociale et Politique des Grandes Villes

Boulevard du Jardin Botanique 50 boîte 165
B-1000 Bruxelles
+32 2 508 85 86
question@mi-is.be
www.mi-is.be

Suivez-nous sur



Colophon

Rédactrice en chef

Emilie Clette, Statisticienne

Rédaction

Frédéric Swaelens, Statisticien

Jan De Coninck, Porte-parole

Mise en page

Jan De Coninck, Porte-parole

Editeur responsable

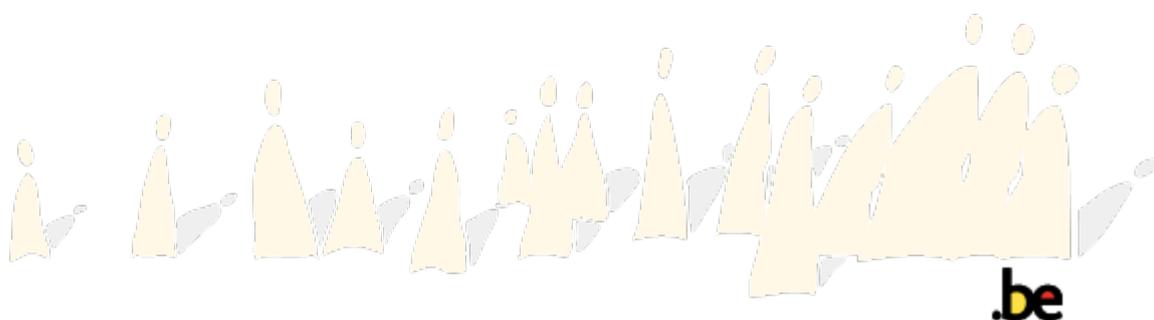
Alexandre Lesiw, Président f.f. du SPP Intégration Sociale

Droit d'auteur

Aucune information de cette publication ne peut être reproduite et/ou publiée au moyen d'impression, photocopie, microfilm, ou autre moyen quelconque, sans autorisation écrite préalable du SPP Intégration sociale.

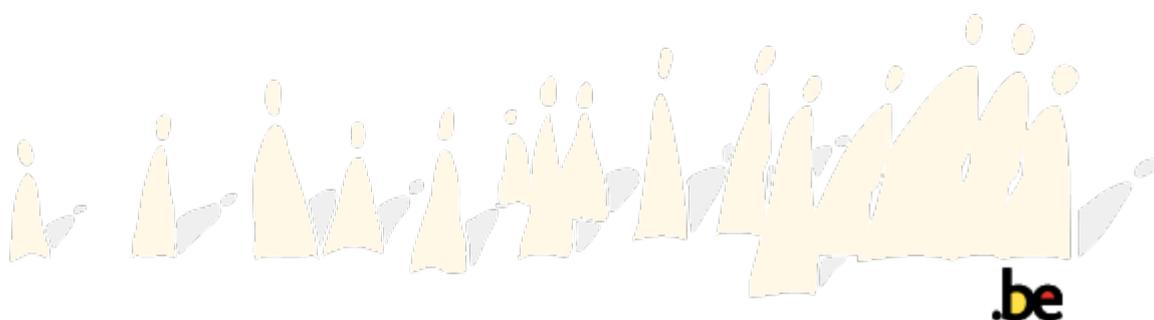
Exclusion de la responsabilité

Le SPP Intégration Sociale décline toute responsabilité pour les fautes d'impression, éventuelles, les erreurs qui pourraient se produire dans la traduction et autres.



Contenu

Colophon	1
Résumé	3
Introduction.....	4
1. Evolution du nombre de bénéficiaires	5
1.1 Evolution du nombre de bénéficiaires du revenu d'intégration.....	5
1.1.1 Evolution du nombre de revenus d'intégration complets et partiels	8
1.2 Evolution de l'équivalent au revenu d'intégration.....	9
1.3 Evolution du nombre de mise à l'emploi	9
1.4 Evolution de l'aide médicale urgente.....	10
1.5 Evolution des autres aides.....	10
1.5.1 Aide alimentaire	10
1.5.2 Médiation de dettes	10
1.5.3 Autres	11
2. Evolution des entrées et des sorties	11
3. Evolution du profil des bénéficiaires.....	12
3.1 Profil socio-économique.....	12
3.2 Profil socio-démographique	13
4. Autres aides sociales : dépenses et subsides	15
4.1 Subside général COVID.....	15
4.2 Subside d'aide alimentaire COVID.....	15
5. Sans-abrisme	15
6. Projections pour l'année 2020 complète	16



Résumé

Grâce aux nombreux efforts déployés par les CPAS, nous disposons de données suffisantes pour suivre de près la situation, et établir des projections étayées qui permettent de prendre des mesures pour améliorer l'accompagnement et le soutien des plus démunis. Le SPP Intégration Sociale remercie le personnel des CPAS pour sa participation volontaire à cette enquête, et également les Fédérations des CPAS pour leurs contributions à l'élaboration de l'enquête.

Les données de l'enquête montrent que, pendant la période de confinement, le nombre de bénéficiaires du revenu d'intégration a augmenté de quasiment 5.000 personnes. Bien que le nombre de bénéficiaires du revenu d'intégration affiche globalement une croissance, on observe au sein de ce public un glissement du nombre de personnes bénéficiant d'un revenu d'intégration complémentaire vers un revenu d'intégration complet.

Il s'agit potentiellement ici d'un groupe de personnes vulnérables qui, grâce aux CPAS, avaient un revenu d'intégration complémentaire aux revenus limités d'un *flexi-job*. Ces formes de parcours d'intégration, permettant aux personnes de compléter leur revenu d'intégration par quelques heures de travail en vue de leur réinsertion dans la société, ont été plus gravement touchées.

Entre autres causes de l'augmentation du nombre de nouvelles demandes d'aide, on constate que la proportion de personnes qui avaient auparavant un contrat de travail, a significativement augmenté entre mars et juin, tout comme, dans une moindre mesure, depuis mars, le nombre de demandeurs d'emploi.

D'une manière générale, on constate une augmentation de la durée d'octroi du revenu d'intégration durant les premiers mois de la crise, ce qui pourrait être expliqué par les contraintes du confinement qui limitent les interactions entre bénéficiaires et CPAS.

En ce qui concerne les autres aides sociales, on constate principalement une augmentation de l'aide alimentaire à partir d'avril, avec un pic en mai et juin, et des médiations de dettes à partir de juin. Le nombre de dossiers de médiation de dettes a fortement augmenté pendant la période d'été. Nous faisons ici l'hypothèse qu'un grand nombre de ces personnes en difficultés financières ont été confrontées à une accumulation de dépenses qu'elles ont repoussées jusqu'à devoir nécessairement faire appel à l'aide du CPAS.

Compte tenu de la deuxième vague, et des mesures plus strictes, il est vraisemblable que les constats et les tendances observés lors de la première vague se reproduisent : augmentation du nombre de bénéficiaires du revenu d'intégration, transfert vers un revenu d'intégration complet, hausse des médiations de dettes, des besoins en aide alimentaire, ...

A partir des données administratives passées, et des données d'enquêtes récentes combinées, il a été possible de construire une projection, en collaboration avec le Bureau fédéral du Plan, de l'évolution du nombre mensuel de bénéficiaires du revenu d'intégration (janvier 2020 - janvier 2021). Le taux de croissance sur cette période est estimé à 9,5%. Ceci constitue une augmentation très significative en comparaison du taux de croissance prévalant avant la crise sanitaire (-0,8% de février 2019 à février 2020).



Introduction

L'enquête « Impact social Covid-19 » a été créée, dans le contexte de la crise sanitaire actuelle, pour obtenir rapidement une vue d'ensemble du nombre de personnes, mais aussi de la situation des personnes ayant introduit une demande d'aide auprès des CPAS. Les données récoltées permettent au SPP Intégration Sociale (SPP IS) de réagir rapidement, et de mettre en place des mesures adaptées, en coopération avec le Ministre compétent, et les plateformes de concertation interdépartementales, afin d'améliorer l'accompagnement et le soutien des personnes en situation précaire.

Ce rapport a pour objectif de présenter l'évolution du nombre de bénéficiaires et des nouvelles demandes selon le type d'aides fournies, mais aussi des informations concernant la situation avant la demande, les dépenses liées à certains types d'aides octroyées, et les dispositions relatives au sans-abrisme. Les données d'enquête sont complétées lorsque cela est pertinent par des données administratives portant principalement sur l'évolution des différents profils de bénéficiaires du RI que le SPP IS peut distinguer.

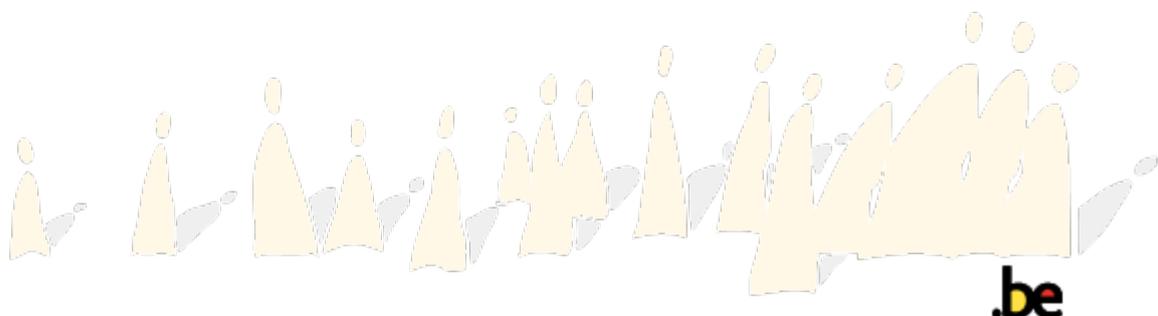
Pour faire face à l'afflux de nouvelles demandes, le gouvernement fédéral a assoupli les règlements et les délais afin que les CPAS puissent aider le plus grand nombre de personnes dans le besoin le plus rapidement possible. Il est donc important d'avoir un feedback de l'évolution de terrain beaucoup plus rapide, et adapté aux problématiques actuelles, sans attendre le processus habituel de transmission des demandes de remboursement des CPAS. Afin de répondre à cet enjeu, cette enquête met les CPAS à contribution pour identifier rapidement les besoins.

Les CPAS participants sont invités à compléter les données dont ils disposent au moins pour les 3 mois précédant le mois courant. Ces 3 mois correspondent au délai durant lequel les données administratives du SPP IS ne sont pas encore stabilisées, en raison de la procédure administrative par laquelle passent les demandes d'aide (l'enquête sociale, le rapport, le conseil de l'aide sociale le paiement, le remboursement auprès du SPP IS,...). L'enquête répond donc à la nécessité de combler cette période.

Grâce aux nombreux efforts déployés par les CPAS, nous disposons de suffisamment de données pour suivre la situation de près. Le nombre de répondants est ainsi passé de 25 CPAS (en avril 2020) à plus de 320 CPAS, qui comptabilisent ensemble environ 75% des bénéficiaires du RI.

Tous les chiffres présentés dans cette note le sont à l'échelle de la Belgique (et pas seulement de l'échantillon). Le grand nombre de répondants a en effet grandement amélioré la représentativité statistique, et permis d'extrapoler la plupart des données de l'échantillon à la Belgique entière avec suffisamment de précision.

La plupart des taux de croissance présentés dans cette note sont mensuels (évolution de mois à mois). Ceci dans le but de mettre en avant les évolutions particulières de ces derniers mois. En calculant des évolutions sur base annuelle, l'évolution des derniers mois serait incorporée dans la tendance à la baisse que nous connaissions avant la crise, ce qui est moins illustratif de la crise actuelle (dernier chiffre du RI avant la crise: -0,8% en février 2020 par rapport à février 2019).



1. Evolution du nombre de bénéficiaires

Les résultats de l'enquête permettent de calculer la croissance du nombre de personnes aidées dans l'échantillon pour différents types d'aide, dont nous reprenons ici ceux pour lesquels le taux de réponse est suffisamment représentatif:

	Bénéficiaires* : nombre mensuel								
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.**
Aide sociale (Total)	284532	293756	294363	292381	291691	302204	296439	286415	279454
1. revenu d'intégration	147565	149768	152955	154740	154054	153431	149256	150412	148986
<i>dont RI partiel</i>	39247	41007	40869	39843	38966	40760	39264	39439	38024
<i>dont RI sous forme d'avance</i>	6366	6927	5703	6077	5938	5404	6547	6496	4801
2. équivalent RI	11121	11428	11595	11702	11697	11507	10930	10816	11436
3. mise à l'emploi	15190	18122	14982	13706	13100	12836	12713	12666	12432
<i>dont mises en chômage temporaire</i>			2027	2497	1742	493	101	59	15
4. aide médicale urgente***	17218	16319	16385	15983	15716	16242	16133	16987	17750
5. autres aides sociales	155556	150358	147902	142974	143215	151640	154037	151082	155407
<i>dont aides médicales non-urgentes***</i>	53152	53224	53530	52029	52447	52248	50991	45151	57835
<i>dont aides pauvreté infantile</i>	10133	9848	9245	6308	5615	5773	5799	3666	5367
<i>dont médiation de dette</i>	33759	35688	35952	36124	36075	35904	41293	37849	43194
<i>dont aides financières</i>	36855	36780	35018	30143	27768	35274	33146	34183	29800
<i>dont aides alimentaires</i>	38964	40102	31613	35479	42557	40933	32133	30972	40154

Tableau 1 : Evolution du nombre mensuel de bénéficiaires par type d'aides

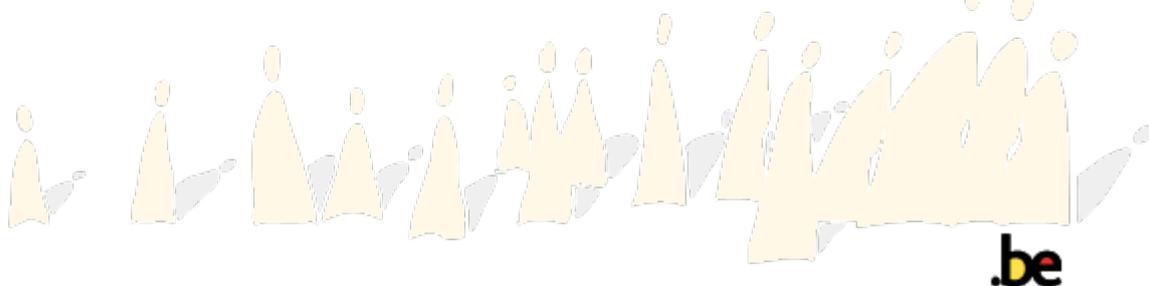
	Bénéficiaires* : croissance mensuelle							
	Jan-Fév	Fév-Mars	Mars-Avril	Avril-Mai	Mai-Juin	Juin-Juillet	Juillet-Août	Août-Sept.**
Aide sociale (Total)	3,2%	0,2%	-0,7%	-0,2%	3,6%	-1,9%	-3,4%	-2,4%
1. revenu d'intégration	1,5%	2,1%	1,2%	-0,4%	-0,4%	-2,7%	0,8%	-0,9%
<i>dont RI partiel</i>	4,5%	-0,3%	-2,5%	-2,2%	4,6%	-3,7%	0,4%	-3,6%
<i>dont RI sous forme d'avance</i>	8,8%	-17,7%	6,6%	-2,3%	-9,0%	21,2%	-0,8%	-26,1%
2. équivalent RI	2,8%	1,5%	0,9%	0,0%	-1,6%	-5,0%	-1,0%	5,7%
3. mise à l'emploi	19,3%	-17,3%	-8,5%	-4,4%	-2,0%	-1,0%	-0,4%	-1,9%
<i>dont mises en chômage temporaire</i>			23,2%	-30,2%	-71,7%	-79,6%	-41,1%	-75,5%
4. aide médicale urgente***	-5,2%	0,4%	-2,5%	-1,7%	3,3%	-0,7%	5,3%	4,5%
5. autres aides sociales	-3,3%	-1,6%	-3,3%	0,2%	5,9%	1,6%	-1,9%	2,9%
<i>dont aides médicales non-urgentes***</i>	0,1%	0,6%	-2,8%	0,8%	-0,4%	-2,4%	-11,5%	28,1%
<i>dont aides pauvreté infantile</i>	-2,8%	-6,1%	-31,8%	-11,0%	2,8%	0,5%	-36,8%	46,4%
<i>dont médiation de dette</i>	5,7%	0,7%	0,5%	-0,1%	-0,5%	15,0%	-8,3%	14,1%
<i>dont aides financières</i>	-0,2%	-4,8%	-13,9%	-7,9%	27,0%	-6,0%	3,1%	-12,8%
<i>dont aides alimentaires</i>	2,9%	-21,2%	12,2%	20,0%	-3,8%	-21,5%	-3,6%	29,6%

* Echantillon variable de mois à mois selon le type d'aide.
 ** Dernières données d'enquête sujettes à modification.
 *** Aides médicales: y compris les réquisitoires.

Tableau 2 : Croissance mensuelle du nombre de bénéficiaires par type d'aides

1.1 Evolution du nombre de bénéficiaires du revenu d'intégration

Les données d'enquête ci-dessus montrent que, pendant la période de confinement, le nombre de bénéficiaires du revenu d'intégration a augmenté de quasiment **5.000 personnes** de février à avril. Leur nombre a ensuite diminué dans une mesure équivalente d'avril à juillet, ce qui représente une baisse moins importante que prévu à cette époque de l'année. Compte tenu de la deuxième vague, et des mesures plus strictes, il est vraisemblable que la tendance constatée lors de la première vague se reproduise.



Données administratives :

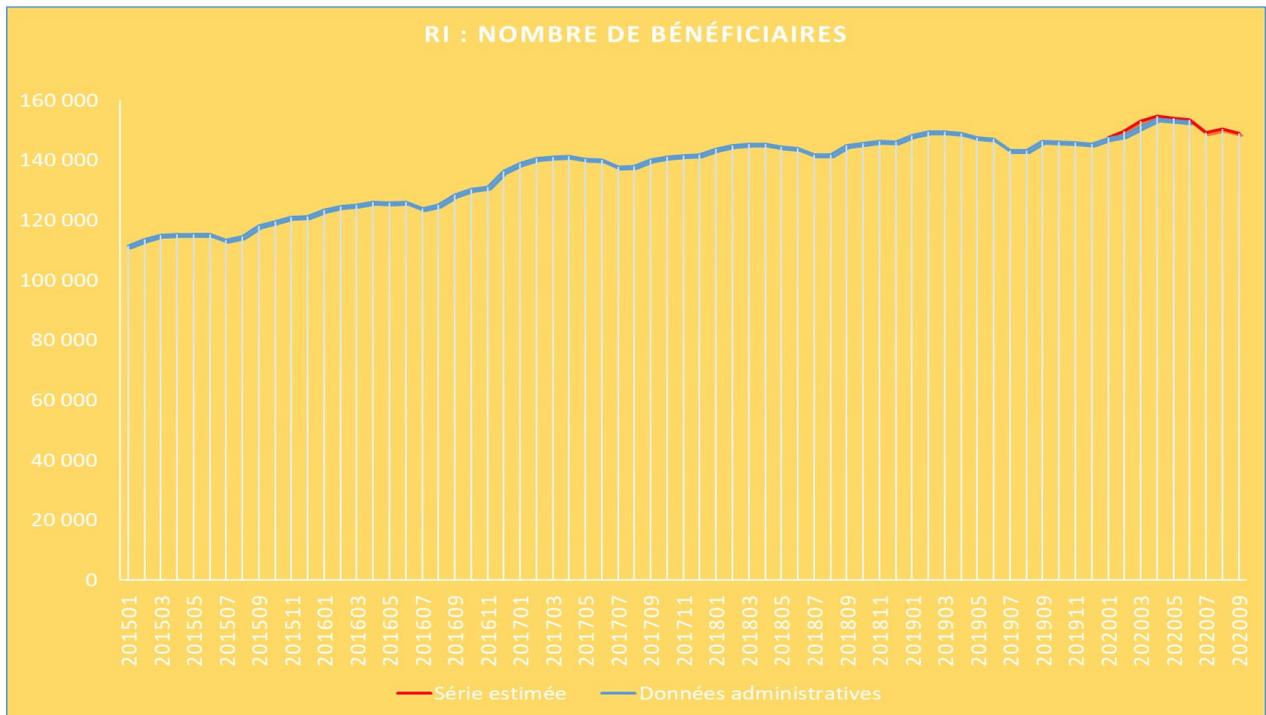
Les données administratives stabilisées dont le SPP IS dispose confirment la croissance particulièrement élevée du nombre de bénéficiaires du RI de février à avril, déjà visible dans le tableau 2 : 3,6%, alors qu'en moyenne sur cette période, la croissance est habituellement de 0,6%.

On constate en effet une inversion de dynamique **avant** et **après** le mois de février.

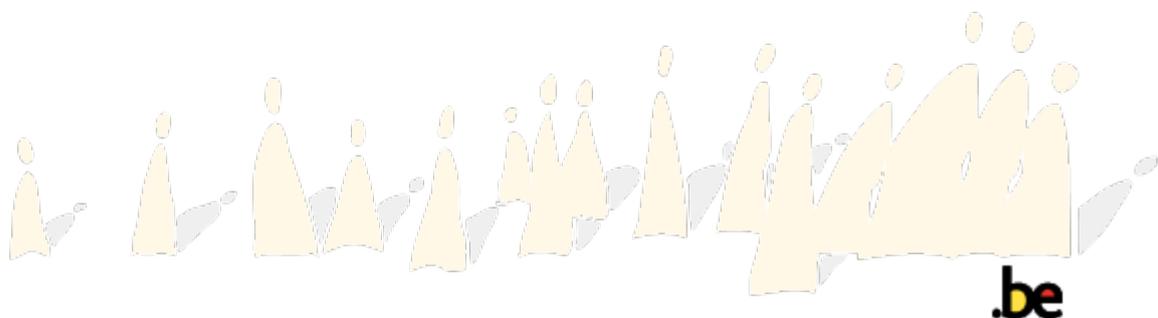
Le nombre de bénéficiaires du RI était en baisse sur les 3 derniers mois de 2019 (-0,7% vs +2,0% en moyenne sur les 10 dernières années). La hausse de décembre 2019 à février 2020 a été de plus faible amplitude que la moyenne constatée au cours des 10 dernières années pour cette période (+2,0% vs +3,3%).

En revanche, la hausse de février à avril est clairement au-dessus des moyennes saisonnières calculables à partir des données administratives (cf. supra). De plus, la baisse qui a suivi est moins importante que celle constatée en moyenne à cette époque de l'année (-0,6% vs. -1,0% en moyenne entre avril et juin).

Même si, depuis février-mars, les tendances sont globalement au-dessus des moyennes saisonnières calculées sur base des données administratives, l'évolution des derniers mois ne ressort que modérément des fluctuations saisonnières observées ces dernières années, comme on peut l'observer dans le graphique ci-dessous :

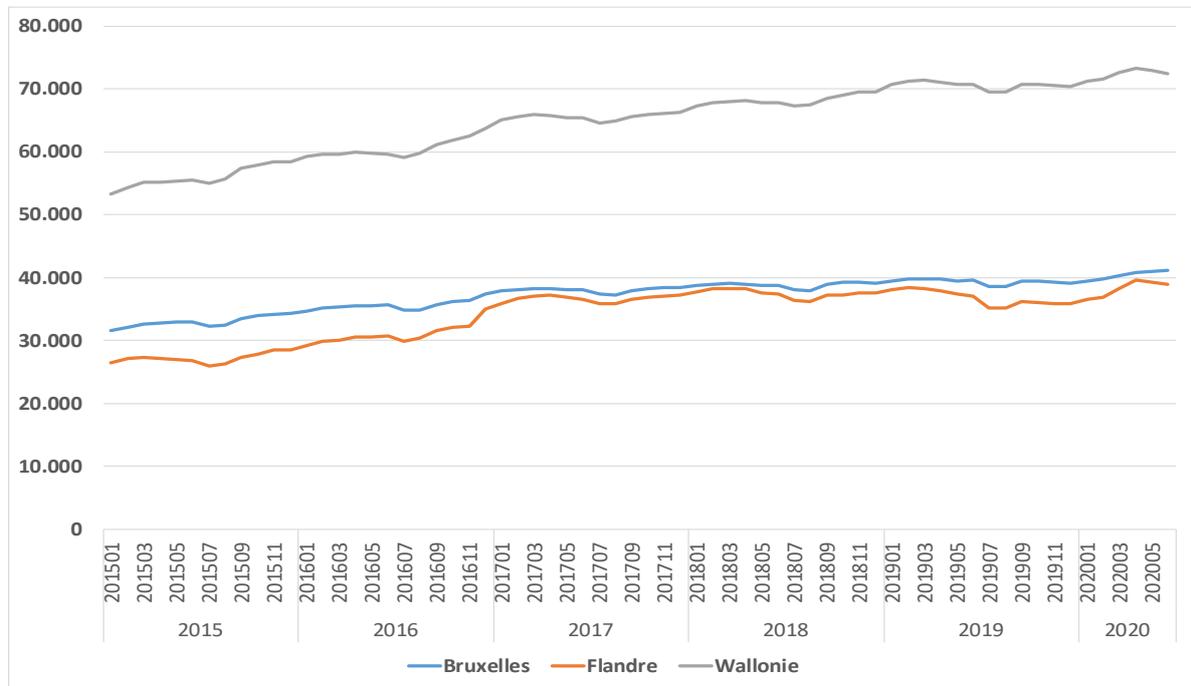


Graphique 1 : Evolution du nombre de bénéficiaires du RI (2015-2020)

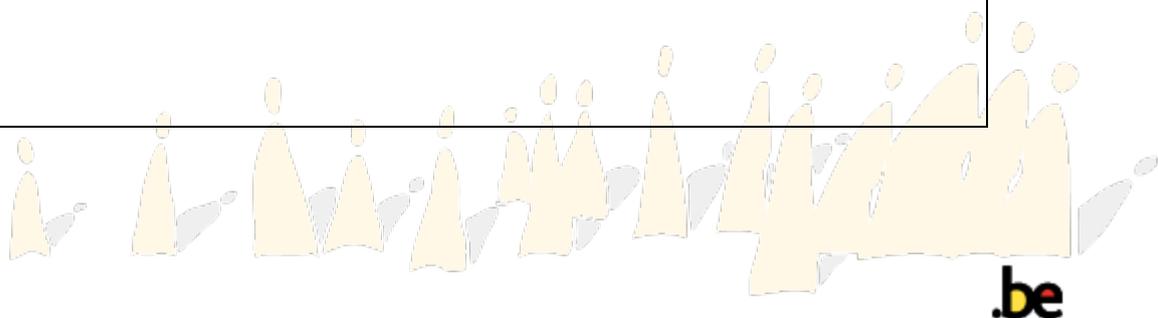


Données administratives :

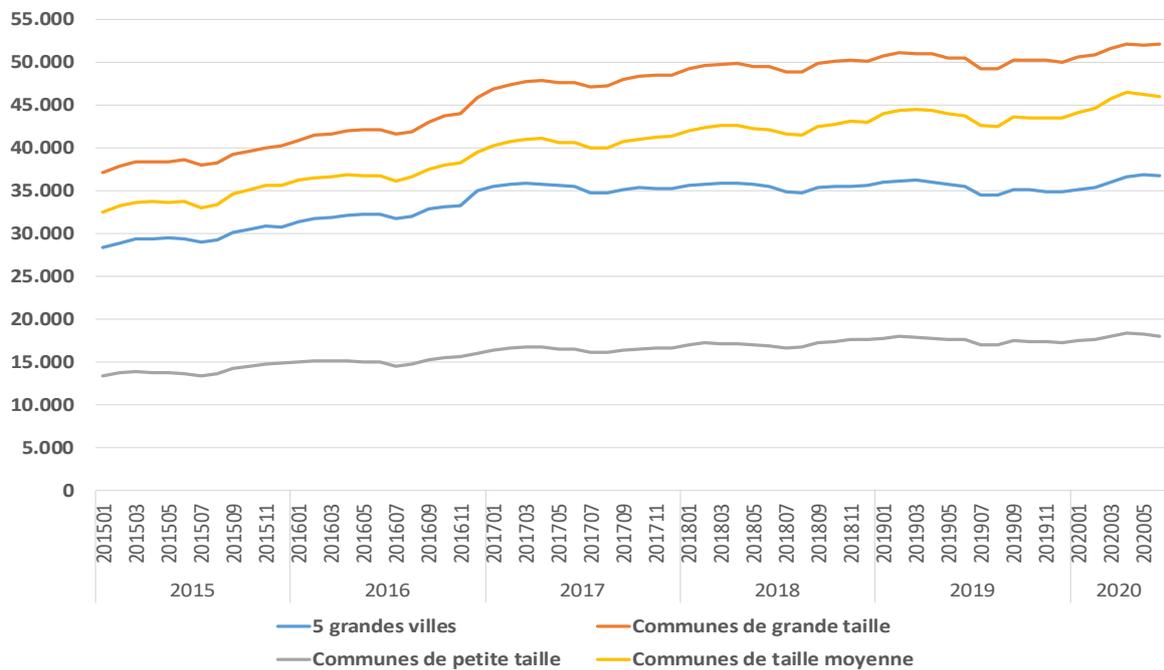
L'évolution au niveau des régions montre que le nombre de bénéficiaires du RI a augmenté plus rapidement en Flandre durant le confinement que dans les deux autres régions mais qu'ensuite ce nombre a plus diminué en Flandre et en Wallonie. En région bruxelloise, le nombre a continué de croître.



	Bénéficiaires : croissance mensuelle				
	Jan-Fév	Fév-Mars	Mars-Avril	Avril-Mai	Mai-Juin
Bruxelles	0,8%	1,5%	1,3%	0,2%	0,6%
Flandre	1,2%	3,8%	3,3%	-0,8%	-0,7%
Wallonie	0,5%	1,3%	0,9%	-0,4%	-0,6%



Au niveau des clusters de taille, les communes de petites et moyennes tailles ont été plus impactées durant le confinement que les 5 grandes villes (Anvers, Bruxelles, Charleroi, Gand, Liège) et les communes de grande taille. Ensuite on observe une baisse dans les communes de petites et moyennes tailles.



	Bénéficiaires : croissance mensuelle				
	Jan-Fév	Fév-Mars	Mars-Avril	Avril-Mai	Mai-Juin
5 grandes villes	0,7%	1,9%	1,7%	0,4%	-0,3%
Communes de grande taille	0,5%	1,4%	1,2%	-0,4%	0,3%
Communes de taille moyenne	1,0%	2,6%	1,7%	-0,6%	-0,5%
Communes de petite taille	0,7%	2,2%	2,2%	-0,8%	-1,5%

1.1.1 Evolution du nombre de revenus d'intégration complets et partiels

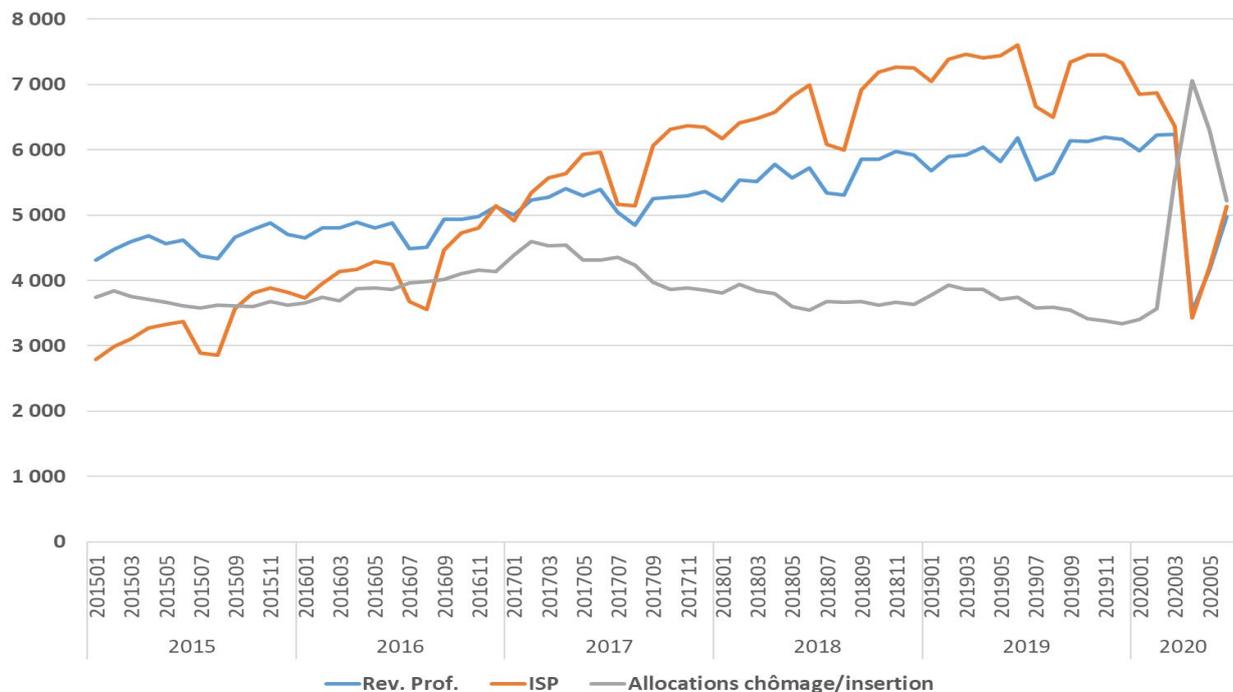
Alors que le nombre de bénéficiaires du RI connaît une croissance globalement positive, le nombre d'entre eux qui reçoivent seulement un revenu d'intégration partiel est globalement en légère baisse depuis le début de la crise et leur proportion dans le total des revenus d'intégration est passée de 27,4% en février à 25,5% en septembre.

Les données administratives permettent de détailler ce phénomène.

Données administratives :

Une partie des bénéficiaires du RI qui ont perdu leurs revenus professionnels sont passés d'un RI partiel à un RI complet. Toutefois ces derniers n'expliquent qu'une partie de la hausse du nombre de RI complet de février à avril 2020. Le nombre de RI complet a augmenté de +5,4% tandis que le nombre de RI partiel a diminué de 1,8%.

Par ailleurs, comme le montre le graphique suivant, parmi les RI partiels, le nombre de bénéficiaires d'un RI complémentaire à une allocation de chômage a augmenté de +97,8% de février à avril. Cette hausse **spectaculaire** compense partiellement les baisses du nombre de bénéficiaires d'un RI complémentaire à un revenu professionnel exonéré ou non : -50,1% et -43,4% respectivement. Le phénomène s'inverse d'avril à juin : les RI complémentaires à un revenu augmentent de 49,7% (exonérés) et 41,3% (non exonérés), tandis que les RI complémentaires au chômage diminuent de 25,9%.



Concrètement, pendant le confinement, on observe un transfert de la population des personnes bénéficiant d'un revenu d'intégration partiel vers un revenu d'intégration complet ou un revenu d'intégration combiné à une petite allocation de chômage.

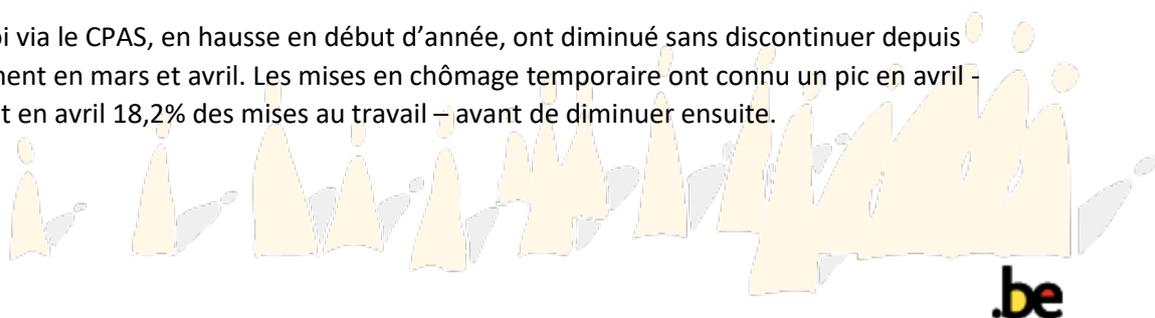
Il s'agit potentiellement ici d'un un groupe de personnes vulnérables qui, grâce au CPAS, ont pu obtenir un revenu d'intégration complémentaire aux revenus limités de *flexi-jobs*. Ces formes de parcours d'intégration, permettant aux personnes de compléter leur revenu d'intégration par quelques heures de travail, en vue de leur réinsertion dans la société, ont été plus gravement touchées.

1.2 Evolution de l'équivalent au revenu d'intégration

Le nombre de bénéficiaires d'un équivalent au revenu d'intégration (ou aide sociale équivalente, pour les personnes qui résident légalement en Belgique qui ne satisfont pas à toutes les conditions pour obtenir un revenu d'intégration, par exemple la nationalité, l'âge, ...) a augmenté jusqu'avril, mais a ensuite baissé pour atteindre en juillet un niveau inférieur à celui de début d'année.

1.3 Evolution du nombre de mise à l'emploi

Les mises à l'emploi via le CPAS, en hausse en début d'année, ont diminué sans discontinuer depuis mars, particulièrement en mars et avril. Les mises en chômage temporaire ont connu un pic en avril - elles représentaient en avril 18,2% des mises au travail - avant de diminuer ensuite.



1.4 Evolution de l'aide médicale urgente

L'aide médicale urgente, qui consiste en une intervention financière du CPAS dans les frais médicaux d'une personne qui séjourne de manière irrégulière en Belgique, a baissé en avril et mai, et est repartie à la hausse depuis juin pour atteindre cet été le niveau de début d'année.

1.5 Evolution des autres aides

Pour les autres types d'aides (médiation de dettes, aide alimentaire, etc.), aucune donnée administrative n'est incluse dans ce rapport car le SPP IS ne disposait pas des données à ce sujet, ou seulement partiellement, au moment où cette enquête a été lancée. Bien que le service Etude ne puisse pas calibrer les résultats de l'enquête en utilisant des données administratives, les données récoltées via l'enquête fournissent des informations précieuses pour analyser les tendances et l'ordre de grandeur du nombre de bénéficiaires de ces aides, jusqu'alors pas ou peu connus.

Globalement, l'évolution du nombre total de bénéficiaires de ces autres aides sociales, bien que fluctuante, a suivi une **tendance inverse** à celle du revenu d'intégration : un période de creux de mars à mai, avant de remonter au niveau de début d'année dans les mois d'été.

On peut particulièrement constater une hausse importante et globale du nombre des bénéficiaires des autres aides sociales après le confinement. Nous l'illustrons ici par deux mesures importantes : l'**aide alimentaire** et la **médiation de dettes**.

1.5.1 Aide alimentaire

On observe en mars, soit au début du confinement, une baisse du nombre de personnes faisant appel aux CPAS pour de l'aide alimentaire. Par la suite, le nombre de personnes recevant une aide alimentaire a augmenté régulièrement pour atteindre un pic en mai et juin et un nouveau creux en juillet-août.

Toutefois, ces chiffres sont inférieurs au total de l'aide alimentaire distribuée en Belgique car les données n'incluent que l'aide fournie par les CPAS, et non les nombreuses distributions effectuées par d'autres organisations, tels que les banques alimentaires et diverses initiatives privées.

Compte tenu de la deuxième vague, et de la tendance à la hausse du nombre de demandes qui semble se profiler après la période estivale, nous supposons que le nombre de personnes qui auront recours à l'aide alimentaire continuera d'augmenter. Cette hypothèse corrobore les appels dans les médias de la Fédération belge des banques alimentaires pour un soutien supplémentaire aux groupes les plus précaires de la société.

1.5.2 Médiation de dettes

Le nombre de dossiers de médiation de dettes a fortement augmenté pendant la période d'été. Nous faisons ici l'hypothèse qu'un grand nombre de personnes en difficultés financières ont été confrontées à une accumulation des dépenses pendant et juste après la période de confinement, et ont finalement présenté une demande d'aide au CPAS à l'arrivée des mois d'été. Compte tenu de la deuxième vague et de cette hypothèse selon laquelle les gens reportent parfois certaines dépenses et ne finissent par demander de l'aide que si leur situation personnelle devient très précaire, ce nombre de dossiers de médiation de dettes pourrait encore augmenter dans les prochains mois.



1.5.3 Autres

Les aides financières, suivant une tendance inverse aux aides alimentaires, ont baissé jusqu'en mai avant de remonter dans les mois d'été. D'autres aides sociales comme les aides médicales non urgentes (réquisitoires compris), et les aides relatives à la lutte contre la pauvreté infantile sont globalement à la baisse depuis le début d'année (particulièrement en période de confinement pour les secondes et en août pour les deux).

2. Evolution des entrées et des sorties

Le nombre de bénéficiaires d'un mois donné dépend du nombre d'entrants mais aussi du nombre de sortants. Nous pouvons, grâce aux comptages des nouvelles demandes, avoir une première idée de l'évolution de ces paramètres.

	Entrées et sorties* : nombre mensuel								
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.**
Aide sociale IN	51855	41383	40466	33925	29205	33580	33274	33450	35389
Aide sociale OUT		32159	39860	35907	29894	23068	39038	43474	42351
1. RI IN	10484	10586	12142	11056	8993	10291	9804	9289	13755
1. RI OUT		8383	8955	9270	9680	10914	13978	8133	15182
2. Eq. RI IN	656	759	841	615	498	594	577	637	1232
2. Eq. RI OUT		452	674	508	504	783	1154	751	612
4. AMU*** IN	1971	1822	1524	1390	1188	1672	1453	1351	1378
4. AMU*** OUT		2721	1458	1791	1456	1146	1561	497	615
5. Autres aides sociales IN	29156	29689	27811	19840	18041	23058	25693	28354	29441
5. Autres aides sociales OUT		34887	30267	24769	17800	14633	23296	31310	25116

Tableau 3 : Nombre d'entrants et de sortants selon le type d'aide

	Entrées et sorties* : croissance mensuelle							
	Jan-Fév	Fév-Mars	Mars-Avril	Avril-Mai	Mai-Juin	Juin-Juillet	Juillet-Août	Août-Sept.**
Aide sociale IN	-20,2%	-2,2%	-16,2%	-13,9%	15,0%	-0,9%	0,5%	5,8%
Aide sociale OUT		23,9%	-9,9%	-16,7%	-22,8%	69,2%	11,4%	-2,6%
1. RI IN	1,0%	14,7%	-8,9%	-18,7%	14,4%	-4,7%	-5,3%	48,1%
1. RI OUT		6,8%	3,5%	4,4%	12,8%	28,1%	-41,8%	86,7%
2. Eq. RI IN	15,7%	10,9%	-26,9%	-19,0%	19,2%	-2,8%	10,3%	93,4%
2. Eq. RI OUT		49,0%	-24,6%	-0,8%	55,4%	47,3%	-35,0%	-18,4%
4. AMU*** IN	-7,6%	-16,4%	-8,8%	-14,5%	40,7%	-13,1%	-7,0%	1,9%
4. AMU*** OUT		-46,4%	22,9%	-18,7%	-21,3%	36,2%	-68,1%	23,7%
5. Autres aides sociales IN	1,8%	-6,3%	-28,7%	-9,1%	27,8%	11,4%	10,4%	3,8%
5. Autres aides sociales OUT		-13,2%	-18,2%	-28,1%	-17,8%	59,2%	34,4%	-19,8%

* Echantillon variable de mois à mois selon le type d'aide.
 ** Dernières données d'enquête sujettes à modification.
 *** Aides médicales: y compris les réquisitoires.

Tableau 4 : Croissance du nombre d'entrants et de sortants selon le type d'aide

De manière générale, le nombre de nouvelles demandes d'aides sociales était en diminution du début de l'année à mai. Cependant, le nombre de sorties était également à la baisse pour la plupart des aides sur la même période, ce qui explique les tendances à la hausse de certains types d'aides. Les nouvelles demandes sont réparties à la hausse en juin, et cette hausse perdure particulièrement pour les autres aides sociales.



On constate une baisse de la mobilité du public des CPAS durant les premiers mois de crise, ce qui pourrait trouver son explication dans les contraintes du confinement qui limitent les interactions entre bénéficiaires et CPAS (déplacements compliqués, périodes de permanences réduites, accès à internet pour les entretiens à distance compliqué pour le public concerné, ...).

3. Evolution du profil des bénéficiaires

3.1 Profil socio-économique

Parmi les différentes situations socio-économiques possibles des nouveaux demandeurs d'aide au CPAS, les plus représentées concernent des personnes qui n'avaient aucun revenu auparavant ou percevaient une allocation de chômage, une autre allocation sociale mais aussi qui étaient sous un contrat de travail (CDD/CDI). La proportion de personnes auparavant sous contrat de travail a significativement augmenté de mars à juin, de même que la proportion de chômeurs depuis mars mais dans une moindre mesure.

	Situation avant la demande d'aide*								
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.**
Indépendant	2,6%	1,6%	2,2%	3,2%	2,0%	1,6%	1,1%	0,9%	0,9%
CDI/CDD	6,2%	6,4%	18,7%	17,2%	14,4%	12,2%	9,0%	9,8%	8,2%
Interim	1,4%	1,8%	4,7%	2,9%	3,0%	1,8%	1,2%	1,5%	1,6%
Etudiant jobiste	3,4%	2,0%	4,0%	3,6%	4,6%	3,0%	3,3%	3,0%	3,8%
Artiste	0,0%	0,0%	0,2%	0,2%	0,4%	0,7%	0,0%	0,0%	0,0%
Flexi job	0,3%	0,2%	0,6%	0,5%	0,6%	0,7%	0,6%	0,5%	0,6%
Chômeur	8,5%	8,5%	12,4%	11,7%	11,6%	13,9%	10,9%	9,2%	9,7%
Pensionné	4,2%	3,5%	3,3%	3,3%	3,3%	4,9%	4,5%	4,9%	3,0%
RI dans un autre CPAS	3,3%	2,7%	3,4%	5,0%	2,6%	6,0%	4,0%	3,8%	4,1%
Autre allocataire social	8,3%	8,3%	8,7%	9,2%	7,9%	10,8%	8,3%	9,4%	8,8%
Aucun revenu	20,1%	15,4%	12,9%	14,2%	16,4%	13,9%	17,8%	13,4%	15,0%
Autre/Inconnu	41,7%	49,6%	29,0%	29,0%	33,3%	30,3%	39,3%	43,4%	44,1%

* Echantillon variable de mois à mois selon le type d'aide.
 ** Dernières données d'enquête sujettes à modification.

Tableau 5 : répartition des nouvelles demandes selon la situation socio-économique précédente

Nous n'observons pas encore une augmentation significative de la proportion de travailleurs indépendants et d'artistes qui sont actuellement gravement touchés par la crise sanitaire. Nous présumons que ces groupes cibles spécifiques essaient d'abord de puiser dans leurs réserves financières et d'épuiser leurs autres droits sociaux avant de demander l'aide du CPAS.



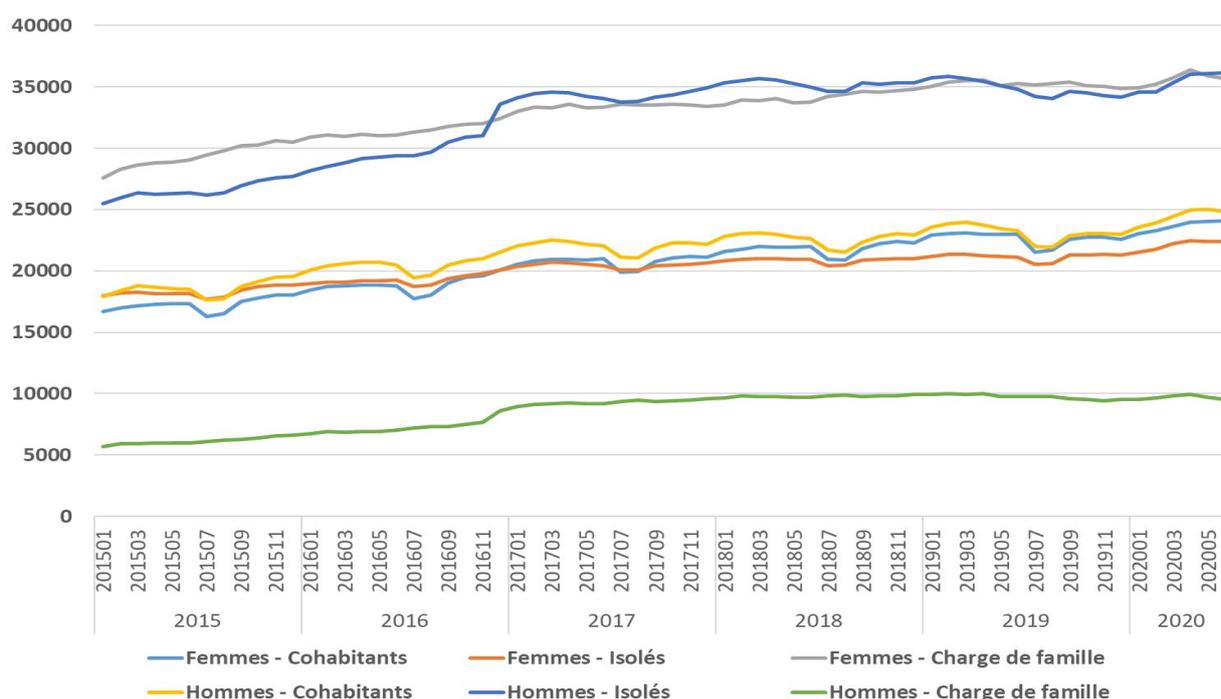
3.2 Profil socio-démographique

Les données administratives permettent aussi de constater pour quels publics la hausse du nombre de bénéficiaires du revenu d'intégration de février à avril a été la plus significative.

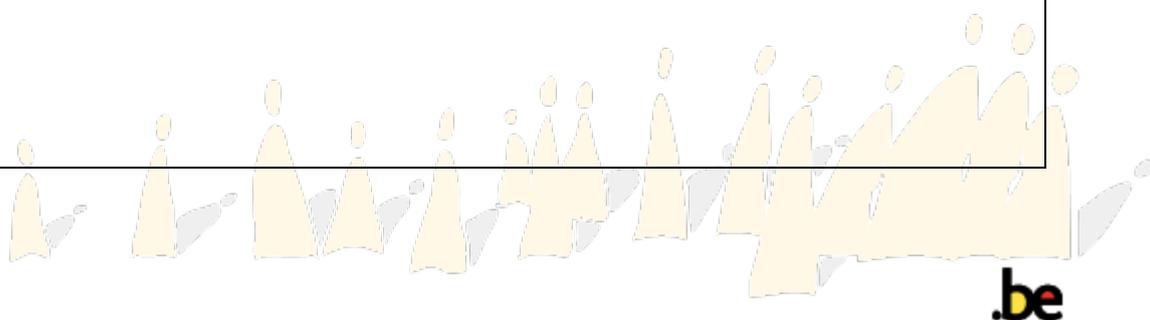
Données administratives :

On n'observe qu'une faible différence de croissance du nombre de RI selon le genre de février à avril : hommes +4,1%, femmes +3,2%. De même pour les catégories de bénéficiaires : isolés (+3,8%), cohabitants (+3,9%) et charge de famille (+3,2%).

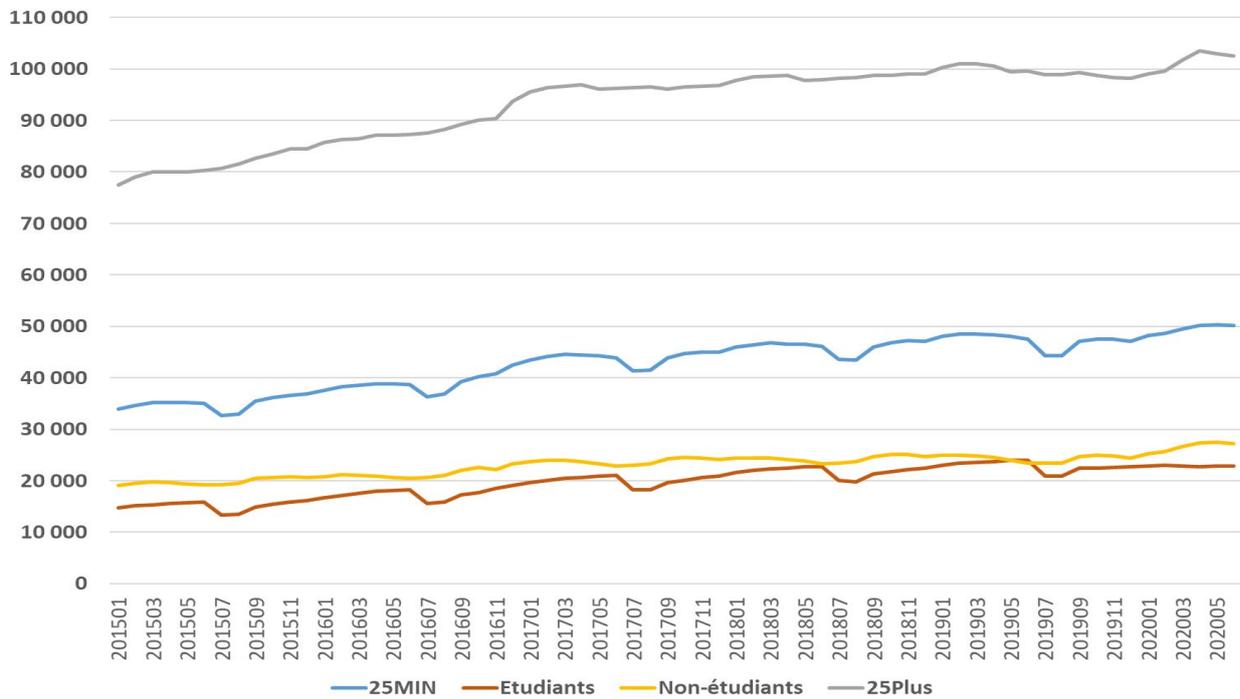
En revanche, en combinant les deux, on peut constater que, toute proportion gardée, ce sont les hommes isolés et cohabitants qui ont le plus été impactés par la crise sanitaire.



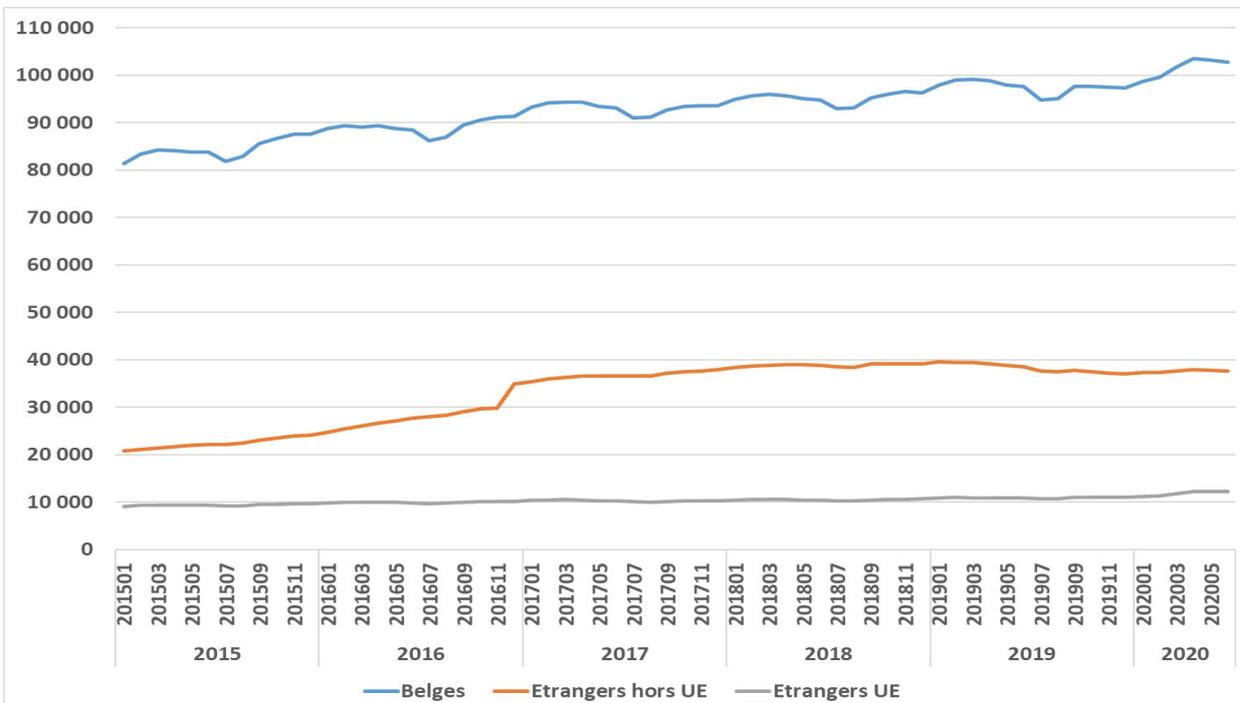
	Taux de croissance février-avril		
	Cohabitants	Isolés	Famille à charge
Femmes	3,1%	3,2%	3,3%
Hommes	4,6%	4,2%	2,9%



Les bénéficiaires âgés de 25 et plus ont été plus impactés que ceux âgés de moins de 25 ans : +3,9% vs +3,1%. Parmi ces derniers, les étudiants ont même baissé (-0,1%), ce qui explique en partie l'augmentation des non-étudiants (+6,7%).



Toute proportion gardée, le nombre de bénéficiaires européens a augmenté plus rapidement en termes relatifs que le nombre de bénéficiaires belges ou non-européens : +8,0% contre +4,0% et +1,4%.



Le nombre de réfugiés reconnus/personnes sous protection subsidiaire s'est stabilisé à +0,1% après 6 mois de baisse consécutifs.

4. Autres aides sociales : dépenses et subsides

Peu de données étant disponibles au niveau fédéral au SPP Intégration Sociale concernant les dépenses des CPAS pour les aides sociales autres que le revenu d'intégration (ou équivalent), les mises au travail et l'aide médicale, le questionnaire a permis de récolter les dépenses totales pour ces autres aides sociales, ainsi que la part mensuelle consacrée aux nouvelles demandes et aux aides alimentaires subsidiées, afin d'en estimer l'évolution.

4.1 Subside général COVID

A partir de l'échantillon, le service Etude estime les dépenses mensuelles en autres aides sociales en Belgique entre 12 et 14 millions d'euros ces derniers mois. Plus d'un tiers de ce montant est consacré aux nouvelles demandes. Cela représente un peu moins d'une centaine d'euros par bénéficiaire en moyenne par mois.

Comparativement au subside général COVID-19 (excepté les 10 millions de frais de personnels), le montant dépensé depuis avril en aides sociales complémentaires représente moins de 66% des 115 millions d'euros de subside. Il faut remarquer cependant que seule une partie des aides seront imputées effectivement sur le subside, et que certaines peuvent être subsidiées par d'autres canaux.

4.2 Subside d'aide alimentaire COVID

En ce qui concerne l'aide alimentaire, les dépenses des CPAS sont estimées depuis le début de la crise sanitaire à 7,5 millions (dont une partie au moins sera imputée sur le subside relatif à l'arrêté royal du 31 mars 2020 portant des mesures d'urgence en matière d'aides alimentaires à destination des publics cibles des centres publics d'action sociale). Une subvention supplémentaire de 7 millions a récemment été approuvée.

5. Sans-abrisme

Les villes et grandes villes ont été particulièrement encouragées à fournir des informations sur le nombre de sans-abris aidés, et les places d'accueil mises à disposition de ceux-ci par le CPAS sur leur territoire.

Le nombre de sans-abris pris en charge (quelle que soit le type d'aide) est estimé depuis la crise Entre 9.000 et 11.000 personnes, hormis pour les derniers mois (données à confirmer).

	Nombre mensuel*								
Sans-abrisme	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.**
Sans-abris pris en charge par le CPAS	9172	9284	9466	9400	9575	9580	11080	7290	6672
Places d'hébergement de nuit disponibles (hors Covid19)	1998	2317	2383	2203	2207	1531	1214	1756	1646
Places de confinement Covid19 disponibles	-	-	236	696	676	397	170	76	448
Logements d'urgence	1513	1608	1748	1743	1813	1481	1757	1415	1616

	Croissance mensuelle*								
Sans-abrisme	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.**
Sans-abris pris en charge par le CPAS	-	1,2%	2,0%	-0,7%	1,9%	0,1%	15,7%	-34,2%	-8,5%
Places d'hébergement de nuit disponibles (hors Covid19)	-	16,0%	2,8%	-7,5%	0,2%	-30,6%	-20,7%	44,6%	-6,3%
Places de confinement Covid19 disponibles	-	-	-	194,8%	-2,8%	-41,3%	-57,1%	-55,5%	491,6%
Logements d'urgence	-	6,2%	8,7%	-0,3%	4,0%	-18,3%	18,7%	-19,5%	14,2%

* Echantillon variable de mois à mois.

** Dernières données d'enquête sujettes à modification.

Tableau 6 : Nombre et croissance des aides liées au sans-abrisme

Le nombre estimé de places d'hébergement et de logements d'urgence a lui augmenté depuis février, avec un pic d'intensité en mars, et a été en baisse jusque juillet. Le nombre de places de confinement a grimpé à près de 700 en avril et mai pour baisser ensuite (une augmentation depuis septembre est encore à confirmer).

6. Projections pour l'année 2020 complète

A partir des données administratives passées et d'enquête récentes combinées, il a été possible de construire une projection (en collaboration avec le bureau du Plan) à moyen terme de l'évolution du nombre de bénéficiaires du RI, sur base de la saisonnalité moyenne des 10 dernières années et du supplément de croissance observé de mars à aout.

Le taux de croissance annuel (janvier 2020 - janvier 2021) du nombre de bénéficiaires du revenu d'intégration est estimé à 9,5% et, sous l'hypothèse que le supplément de croissance perdue jusque fin 2021, le taux de croissance sur l'année suivante (janvier 2021 - janvier 2022) sera similaire.

A titre de comparaison, le taux de croissance attendu sur base de la saisonnalité moyenne uniquement (sans supplément « Covid ») aurait été de 3,4%.

